

JOURNÉES PARLEMENTAIRES DE CHARTRES
INTERVENTION DE PIERRE MAUROY
28 SEPTEMBRE 1989

Mes chers camarades,

Après ces sept scrutins consécutifs, s'ouvrent trois années sans élections nationales, du moins peut-on le penser. Trois ans pour imaginer les contours du futur. Trois ans pour se préparer aux grandes échéances à venir : ouverture du grand marché intérieur européen, élections régionales de 1992, législatives de 1993 qui nous concernent évidemment au premier chef en tant que parlementaires.

Aujourd'hui, le gouvernement animé par les socialistes connaît une forte popularité. Il est notre gouvernement et j'exprime la solidarité du Parti à l'égard du Premier Ministre, des Ministres, en saluant ceux qui ne sont pas socialistes et, bien sûr, ceux qui le sont. Une solidarité d'autant plus sincère qu'elle est tout naturellement exigeante.

Quelle période ? Quels enjeux ? Quels choix ?

* * *

Quelle période ?

Longtemps, nous avons combattu avec trois "modèles économiques" : le système capitaliste, dont le libéralisme est une variante, le système communiste et la voie moyenne qui se cherchait entre ces deux systèmes.

Aujourd'hui, après avoir imposé sa grande crise, le système capitaliste veut nous imposer sa logique inégalitaire. Notre conversion est faite pour l'économie de marché, mais disciplinée par la société d'économie mixte.

Il nous reste beaucoup à concevoir - tel est l'objet de notre discussion idéologique - et à imposer. Dans cette période intermédiaire, nous sommes au pouvoir mais, d'une certaine manière, la droite l'est aussi !

La droite, chacun a compris les idées de la droite ! Elles nous distillent aujourd'hui trois illusions : la crise serait finie parce que les profits se sont redressés. Le modèle libéral aurait le monopole de la sortie de crise. L'idéologie serait suspecte.

Or la crise n'est pas finie. Elle ne le sera pas, pour nous, tant que douze millions de chômeurs vieilliront devant les grilles closes des ANPE de la Communauté Européenne. Elle ne le sera pas tant que l'économie mondiale se trouvera agitée du basculement des capitaux, du yoyo des monnaies, des jeux de proie des raiders.

La crise n'est pas finie. Elle ne le sera pas, pour nous, tant que 10 % de privilégiés vivront économiquement dans un autre siècle que l'immense majorité des habitants de la planète.

La crise n'est pas finie. Elle ne le sera sans doute pas non plus tant que le déchirement de la couche d'ozone, l'arrosage des forêts par les pluies acides ou la désertification du continent africain n'auront pas amené à la mise en œuvre d'un autre modèle

de développement.

De fait, le modèle libéral n'a en rien triomphé de la crise. L'ode à Madame Thatcher qu'une lecture hâtive de ses dix années de pouvoir inspira à nos libéraux ne résiste guère à l'analyse de la désindustrialisation, de la pauvreté urbaine et de la désagrégation d'un modèle social pourtant parmi les plus avancés du monde.

L'Amérique des années Reagan a livré les secrets de son relatif succès : le libéralisme n'est pas la seule explication. Une politique de relance par le surarmement a pourvu à la nouvelle croissance. Monsieur Bush devra, lui, affronter les heures de vérité et probablement les décisions difficiles.

En France, peut-être un peu aidé par Plantu, le nom de Balladur restera comme le symbole d'une volonté de priviléges, tout comme celui de Pasqua demeurera l'illustration de la distance qu'il y a entre libéralisme économique et respect de la liberté tout court. Seule la perspective historique nous donnera la mesure des dégâts de la période 1986-88, dégâts heureusement limités par la présence de François Mitterrand à l'Elysée.

Le sentiment d'injustice qui se développe face à ce qu'il faut bien appeler un déficit social, qui n'est pas le fait du gouvernement mais de la situation du pays et de son environnement libéral, est directement issu de cette période de chiraquisme dominant.

Comment demander à nos concitoyens de se mobiliser pour une action collective quand l'immense majorité des salariés voit en moyenne augmenter son bulletin de paye de 2,5 %, lorsque les revenus non salariaux progressent, eux, de 13 %. Ce n'est déjà plus un problème d'économie, c'est un problème de société.

Comment demander à nos concitoyens de se mobiliser au service du pays dans un climat d'affairisme tel que le produit versé à un financier au travers d'une seule OPA représente la totalité du produit annuel de l'Impôt sur la Fortune. Soit six milliards de francs entre les mains de Monsieur Vernes et de ses amis pour être tout à fait clair.

Le sentiment d'indifférence qui se développe face à ce pouvoir sans contre-pouvoir que représente la télévision nous ramène aussi à ces années 86-88. La privatisation abusivenée de la loi Léotard plonge, peut-être définitivement, l'audiovisuel dans les aléas de l'argent.

Toujours cette odeur d'argent qui gomme toutes les valeurs pour devenir une valeur en elle-même, et qui rend si difficile l'effort de cohésion de tout un peuple.

L'argent fait aujourd'hui un retour en force. Il y a nombreux "Guizot" pour lancer ce cri du XIX^e siècle : "Enrichissez-vous" ! Le problème n'est pas seulement économique, il est aussi essentiellement politique. Encore faut-il accepter le débat des idées, la confrontation idéologique. Encore faut-il accepter l'idéologie.

Or une société sans idéologie est une société qui se livre au risque d'idéologies moins démocratiques. La recherche du consensus n'est pas neutre : si la droite nous demande de mettre pavillon bas nos valeurs, c'est parce qu'elle prépare, elle, le succès de ses propres valeurs.

A qui bénéficierait le recul de l'Etat ? Nous devons tout au contraire réhabiliter l'action publique comme nous avons hier réhabilité l'entreprise. Que recouvre cette phobie de l'impôt ? Ne donnons pas l'illusion que l'on pourrait vivre dans une société sans prélèvements obligatoires ou même que la baisse de ces prélèvements pourrait être considérée aujourd'hui comme le seul indicateur de bonne santé de notre société.

Et gardons à l'esprit cet appel récent d'économistes américains dénonçant ce qu'ils nomment "le troisième déficit, celui de l'investissement public". L'investissement public est insuffisant, l'entretien des infrastructures n'est plus assuré, les dépenses

d'éducation par habitant sont aujourd'hui inférieures à leur niveau de 1970 et la productivité américaine en est affectée. Quel bilan désastreux pour un Etat dit moderne !

Cette analyse de la société, la nôtre, est perçue par ceux-là même qui nous soutiennent. Mais il existe une aspiration à "autre chose" : rêver peut-être ! La micro-politique, celle de la démocratie du quotidien, dont j'ai moi-même été l'un des promoteurs, ne suffit pas. Le regard des français ne s'arrête pas à leur seule cage d'escalier. Dans le mouvement du monde, ils aspirent à croire à un projet ambitieux.

Les socialistes doivent trouver leur chemin de Compostelle, sans excès, sans résignation non plus. Les français souhaitent un modèle de société où la technologie et la science trouvent une éthique commune avec la démocratie.

Les français cherchent des formes de démocratie équilibrant les nouveaux pouvoirs, qu'il s'agisse des géants de l'industrie, des médias ou, plus simplement, de l'accès aux connaissances nécessaires pour dominer sa vie dans nos sociétés de plus en plus complexes.

On le voit, plutôt que de nous déchirer sur la manière de poser les questions, il serait plus utile de nous rassembler pour trouver de bonnes réponses. Car nous sommes loin de les avoir toutes !

Mes chers camarades, nos sociétés européennes vieillissent. Ces périodes sont toujours celles des tentations les plus perverses. Ne cherchons pas ailleurs la cause de ces relents d'antisémitisme, de racisme et d'exclusions de toute sorte. Nous condamnons bien sûr et avec force le Front National. Les séniles excès d'un ancien cinéaste en proie au vertige médiatique ne sont pas les seuls dangers.

L'extrême-droite vit et se développe sur notre terreau national. Nous serions coupables d'indifférence et donc responsables si nous persistions à ignorer que le développement de cette formation politique est un des évènements majeurs des temps d'aujourd'hui.

Beaucoup de députés européens souhaitent lever l'immunité parlementaire de Le Pen. Nous devons lever cette bataille et d'autres encore.

Il n'y a pas en France comme on le dit trop souvent de désaffection pour la politique. Ils se trompent ceux qui confondent montée de l'abstention et généralisation de l'indifférence.

Ce que les français traduisent par leur non participation c'est la recherche d'un autre modèle politique. Il n'y a pas là le signe d'un déclin des valeurs mais le signe d'une insatisfaction de la présentation que nous sommes capables de faire de ces valeurs.

Au fond, tout se joue sur la capacité des socialistes à évoluer eux-mêmes et à faire évoluer la société. Ainsi notre débat de parti dépasse-t-il singulièrement les maigres enjeux d'appareil. Le Parti Socialiste est notre richesse commune. Notre mouvement des grands jours a toujours été le rassemblement.

Notre référence n'est pas celle des congrès qui ont divisé, elle est Epinay, acte fondateur, et toutes les occasions que nous avons eues de nous élargir, des assises du socialisme aux contours nouveaux de l'ouverture telle que nous la concevons. Notre démarche naturelle a toujours été le rassemblement et l'élargissement, à aucun moment la division. C'est en cela que nous sommes tous mitterrandistes.

Le PS doit beaucoup réfléchir, beaucoup proposer au gouvernement et à la société. Or, chaque idée nouvelle ne contient pas le germe d'une fronde et nos désaccords, nos débats ne doivent pas être vécus comme des déchirements.

Ceux qui, pour des raisons personnelles, même tout à fait légitimes, prendraient le risque de nouer le débat à partir de clivages artificiels joueraient à l'encontre de l'action collective du parti et en définitive à l'encontre de leur propre démarche. Croit-on aborder l'échéance des régionales de 1992 et de législatives de 1993 avec un parti qui aurait été écartelé par un congrès de clameurs et de divisions ?

Il faudra dire à Rennes ce que nous ferons au lendemain du congrès à l'égard du gouvernement, à l'égard des français, à l'égard des nôtres, y compris ceux qui manifestaient hier ici à Chartres. Les mêmes, en début d'après-midi, ont occupé nombreux la Mairie de Lille et exigé que je les reçoive au plus tôt. Hier, à la tête de votre délégation, j'ai entendu les socialistes de Peugeot et je leur ai exprimé notre solidarité. Jean Le Garrec, de son côté, a reçu une importante délégation des employés des impôts. Demain, j'écouterai et je répondrai à la délégation lilloise des grévistes des impôts.

* * *

Quels enjeux ? Tout au long de ces journées, j'ai entendu des interrogations sur l'Europe. C'est le premier enjeu. Et si l'Europe imprimait une irrésistible démarche libérale à notre gestion ? Et si nous allions remettre en cause à Bruxelles en quelques années ce que nous avons mis un siècle à construire en France ? L'Europe est à majorité libérale et cela se ressent dans les politiques communes : la CEE ne devient-elle pas un marché trop ouvert ?

Déjà certains nous suggèrent qu'il ne sera pas si facile d'assurer la libre circulation des personnes dans l'espace européen. L'ouverture à l'Est, les perspectives de rapprochement des deux Allemagnes dont notre camarade Willy Brandt se faisait récemment l'écho viennent à leur tour nourrir de nouvelles interrogations. La CEE n'abuse-t-elle pas trop des déréglementations ? L'Europe sociale est-elle réalisable en l'absence d'une réforme du Traité de Rome ? En une phrase : l'Acte Unique est-il à notre portée ?

Si je reprends ces interrogations, ce n'est pas par volonté de lever encore plus haut la barre des handicaps. Je suis européen, je le suis depuis toujours, et mon souci est de voir cette Europe dont nous avons rêvé se réaliser. Mais cerner la difficulté est toujours la meilleure manière de la résoudre. Quand nous parlons de l'Europe aujourd'hui, nous sommes confrontés à une difficulté. Jadis le clivage était entre ceux qui voulaient de l'Europe et ceux qui n'en voulaient pas. Aujourd'hui, avec l'adhésion presque générale à l'idée d'Europe, il s'agit de démontrer quelle Europe nous souhaitons.

Il y a le risque de se tromper d'Europe, il y a aussi la nécessité de dégager mieux que par le passé les contours et les reliefs de notre projet socialiste européen. La discussion est à poursuivre avec nos sections et nos fédérations en vue de notre congrès de Rennes.

Il n'est pas souhaitable que ce soit l'Europe qui nous dicte notre conduite fiscale. J'ai entendu les arguments de Pierre Bérégovoy en faveur de l'harmonisation des taux de TVA : un impôt indirect injuste par nature ! Mais nous sommes-nous suffisamment assurés de la manière de compenser les recettes ?

Ou il s'agit de diminuer encore les recettes de l'Etat, et dans ce cas il y a le risque de paupérisation de notre administration. Ou nous trouvons des recettes de substitution et dans ce cas il faut pousser plus avant la réflexion. D'autant que nous voici entraînés dans une spirale d'abaissement de la fiscalité de l'épargne. Comment pallier, là encore, à la chute des recettes ? Tout concourt en fait à remettre notre fiscalité toute entière en chantier. C'est un projet que nous avons longtemps différé : il est désormais urgent.

Second enjeu, la recherche d'un nouveau modèle de démocratie politique. Compte-tenu du décalage entre les français et la politique c'est un problème que nous avons

-et je le regrette- à traiter à chaud avec le financement des partis. Les socialistes ont dû s'accommoder d'une législation vétuste inspirée de la méfiance gaulliste envers les partis et bien avant par la phobie anti-parti alimentée tout au long de la troisième et de la quatrième République. Il faut remonter le courant et mettre en place, par la loi, des partis financés par l'Etat dans des conditions strictes correspondant mieux au rôle que la Constitution leur assigne en démocratie. Le projet gouvernemental est satisfaisant même s'il pourrait être renforcé sur quelques points et voté rapidement.

Renforcer le rôle du Parlement, favoriser le travail parlementaire, oui. Laurent Fabius avait déjà fait des propositions en ce sens il y a un an. Quelquesunes ont déjà vu le jour. Il faut continuer dans cette voie. Ce qui manque au Parlement, c'est une capacité d'expertise lui permettant de mener le débat à égalité avec les fonctionnaires de l'Etat. A ce jour, notre information est trop dépendante d'une technostructure administrative qui, même inconsciemment, oriente le débat dans le sens de sa propre stratégie. Le Sénat américain, vous le savez, dispose de très nombreux collaborateurs, non seulement pour aider les élus dans leur tâche législative pour leur permettre aussi d'exercer leur responsabilité de contrôle et de suivi des textes législatifs votés.

Troisième enjeu : la décentralisation. A l'écoute de certaines interventions, j'ai parfois le sentiment que la décentralisation recueille désormais un écho bien moins positif ! Trop de déclarations fâcheuses ces derniers temps, facilitant une récupération de la décentralisation par la droite. Or si la droite avant 1981 avait parlé de la décentralisation, nous, nous l'avons faite. Et nous souhaitons la prolonger.

Appelons cela deuxième souffle ou nouvelle étape, peu importe, il faudra avancer. Avancer par la clarification des compétences des différents niveaux. Redonnons vigueur aux régions. Ces régions devront s'élargir, et l'administration de l'Etat devra naturellement être assise en suivant ces nouvelles frontières régionales. Avancer en rebâtissant de nouveaux contrats de plan entre l'Etat, les régions et les villes. Avancer en créer un véritable pouvoir d'agglomération. Avancer en réformant la fiscalité locale sur la base de propositions déjà faites par Edmond Hervé.

Nous n'éviterons pas non plus de nous pencher sur les modes de scrutin. Ce qui est en défaut dans notre système constitutionnel c'est l'équilibre de la représentation entre le milieu urbain et le milieu rural. Un nouvel équilibre s'impose, faute de quoi nos institutions ne seront qu'une représentation imparfaite de la réalité des grands courants qui traversent le pays. La légitimité même de ces institutions pousse à avancer dans ce sens. Nous devrions nous y attacher sous la forme d'un groupe de travail entre le groupe et le gouvernement. Ces problèmes concernent le parti et bien entendu le gouvernement. Notre prochain congrès devra bien entendu s'exprimer sur ces sujets.

* * *

*

Quels choix ? Il était souhaitable que le budget occupe dans nos débats une place majeure. Il est bien naturel qu'il soit au cœur même de bien des interrogations et bien des contradictions pour des raisons politiques et économiques que j'ai mentionnées au début de mon propos. Nous sommes confrontés au problème d'avoir à gérer le bénéfice de notre propre politique. Nous n'en serions pas là aujourd'hui sans les décisions de 1982.

La crise est-elle finie ? Je suis bien évidemment sensible aux arguments de prudence qui nous ont été donnés par Pierre Bérégovoy. L'économie internationale reste fragile, en tous cas instable. Aucun modèle économique ne nous donne de projection satisfaisante de l'avenir. La hausse des taux d'intérêts aux USA témoigne d'une incapacité à réguler l'économie mondiale. La France connaît d'importants déséquilibres extérieurs. Il n'existe pas à ce jour d'alternative macro-économique à la politique que nous suivons.

Pour autant, face un réel malaise social, nous ne pouvons pas nous contenter de brandir des indices aussi justifiés soient-ils. Il y a une attente légitime, et il serait légitime

de la prendre en compte. Avisons-nous que la France reste un pays profondément inégalitaire : 400 000 sans logis, deux millions de mal logés, une dégradante inégalité sociale face à l'espérance de vie, un droit à la santé inégalement organisé malgré la Sécurité Sociale, un système éducatif qui a trop tarder pour assurer l'égalité des chances. Cette France là, nous voulons la changer. Il y faudra du temps. Nous avons bien commencé, mais il faudra poursuivre. Le RMI, tout imparfait soit-il, y contribue et bien d'autres mesures aussi, notamment celles en faveur du logement. Je remercie d'ailleurs de nous avoir entendus et compris.

L'aspiration au changement qui nous a portés au pouvoir en 1988 tout comme en 1981 passe aussi naturellement par la revendication sur les salaires. Peut-on vivre aujourd'hui avec moins de 5 000 F par mois ?

Les bas salaires devraient constituer notre prochain chantier de grande envergure. Ce sont ces travailleurs qui sont les plus fragiles face aux soubresauts de notre économie. Ce sont eux que le chômage atteint en priorité. Eux qui connaissent les situations de précarité et c'est sur eux que pèse l'inégalité des chances dans une société excessivement inégalitaire.

Comment créer les conditions d'une politique salariale dynamique ? Les propositions de Michel Rocard sur un pacte de croissance ont permis d'organiser le moyen terme du secteur public. Quel mécanisme comparable pourra être applicable au privé ? Et quelles pourraient en être les modalités de négociation ?

La croissance n'assure spontanément ni le meilleur emploi ni la redistribution. L'un comme l'autre sont des actes de volonté politique. Les mesures présentées par le gouvernement sous le qualificatif de deuxième plan emploi sont reçues d'autant plus positivement qu'elles vont se traduire ensuite dans une série de négociations.

Reste la question de notre attitude à l'égard des entreprises. Comment permettre à nos entreprises de renouer avec le succès ? Le budget pour 1990 prévoit un nouvel effort très significatif de réduction de leurs charges. Les charges de nos entreprises ont été ramenées à un niveau voisin de celui de nos partenaires européens. Leur réduction une fois encore représente-t-elle le meilleur moyen d'établir la compétitivité de nos entreprises ? Et si oui, jusqu'où aller ?

La réponse est aussi et surtout dans la promotion d'une grande politique industrielle et à rebâtir un véritable plan d'efforts concertés afin de retrouver nos équilibres.

Et je n'oublie pas notre secteur public. Le "ni ni" ne nous interdit pas d'être ambitieux pour nos entreprises publiques, ambitieux sur le plan social : nous croyons, en effet, que la rentabilité de l'investissement est désormais liée au dynamisme social de l'entreprise. C'est ce qui fait la différence de performance entre des entreprises de niveaux comparables.

Nous sommes fiers, nous socialistes, de ce secteur public. Fiers lorsque la CGE reprend les activités de télécommunication d'ITT et devient le numéro un en Europe. Fiers lorsque Thomson se positionne comme leader dans l'électronique grand public par le rachat de RCA à General Electric. Fiers lorsque Bull, renversant une situation historique, se propulse comme actionnaire majoritaire mondial d'Honeywell-Bull. Fiers lorsque Rhône-Poulenc renforce son pôle agro-chimie par l'acquisition de la branche correspondante d'Union Carbide.

Le secteur public, nous ne l'envisageons pas figé. Il est vrai que l'Europe pousse les entreprises françaises au regroupement. Les groupes du secteur public pourraient jouer un rôle de premier dans la construction de l'industrie européenne. Encore faut-il prévoir des processus de rapprochement et une politique renforcée de dotations budgétaires.

* * *

Mes chers camarades,

Ma conclusion sera d'abord politique. On a de bonnes raisons d'accompagner un système économique d'initiative et de liberté mais nous avons le devoir de le contraindre dans ce qu'il suppose d'inégalités, faute de quoi nous manquerions à notre engagement fondamental. Nous y parvenons tantôt bien, tantôt moins bien mais finalement pas assez. Voilà mon sentiment.

Nous devons nous ouvrir davantage, nous devons nous moderniser mais surtout nous devons garder le secret de la réussite politique et de notre longévité au pouvoir : la fidélité à ceux qui nous ont soutenus pendant un siècle, à ceux qui ont permis le 10 mai 81 et la suite. Bref, il nous faut ne pas décevoir les ouvriers, les fonctionnaires, les classes moyennes au moment où nous accueillons bien d'autres catégories sociales.

Je vous salue amicalement, mes camarades, comme les artisans de la réussite d'un groupe dont l'action est inséparable de l'action gouvernementale. Mais je vous salue surtout comme les militants que vous êtes d'une réussite plus importante encore : celle de nos valeurs, de nos idéaux, pour tout dire celle de notre socialisme.